



www.experians.net

Newsletter 5 :

Buenos Aires

Octobre 2004

Experians est une association française loi de 1901 créée par deux jeunes diplômés de l'Ecole Polytechnique (Paris). Son objectif est d'étudier les solutions développées face aux problèmes d'assainissement dans les quartiers urbains pauvres des pays en développement. A partir d'expériences de six villes : Delhi, Hanoi, Phnom Penh, Santiago de Chile, Buenos Aires et Antananarivo, l'association entend apporter un œil nouveau et une analyse transverse sur ces problèmes.

Entretien de Phil avec Antonio, travailleur social dans une municipalité du cône urbain de Buenos Aires :

Phil : Bonjour. Vous travaillez dans le département des affaires sociales d'une municipalité du grand Buenos Aires. Comment abordez-vous les problèmes des bidonvilles et d'accès aux services d'assainissement ?

Antonio : Nous travaillons en fonction des demandes des communautés et des priorités de la municipalité. Le plus souvent, une « villa » (i.e. : un bidonville) dans laquelle la communauté s'est organisée et a désigné un leader, le « portero », fait une demande à la municipalité pour l'obtention d'un service. Si le projet nous paraît solide, nous nous impliquons afin de monter un projet ensemble.

Phil : Vous financez alors le projet ?

Antonio : Rarement : la municipalité a très peu de ressources. Lorsque la demande peut rentrer dans un



programme d'état, nous avons des financements du gouvernement. Sinon, nous essayons souvent de trouver d'autres modes de financement.

Phil : Par exemple ?

Antonio : Je pense au projet de la Villa Besada... Ses habitants se sont organisés pour être propriétaires de leur terrain en rachetant les terrains de sport voisins et en se partageant la surface habitable. Chacun essaie de construire au fur et à mesure sa maison en dur. Cette sécurité foncière leur apporte une grande crédibilité. Nous avons donc décidé de les aider à obtenir le réseau d'eau puis

d'assainissement quand ils en ont fait la demande en 2001 et 2003. Avec l'aide de l'entreprise concessionnaire, Aguas Argentinas, le Modèle Participatif de Gestion a été mis en œuvre : l'entreprise forme les membres de la communauté à la pose de tuyaux et fournit les tuyaux, les habitants fournissent la main d'œuvre et nous suivons l'avancée des travaux en fournissant éventuellement les engins nécessaires.

Phil : Très intéressant. Les habitants ont donc construit leur propre réseau d'assainissement ?

Antonio : En effet. Ce type de projet est particulièrement prometteur pour la fourniture du service d'eau potable qui fonctionne par pression. Par contre, la pose des tuyaux d'assainissement est beaucoup plus difficile du point de vue technique : l'évacuation des eaux usées se faisant par gravité, la pose des conduits doit se faire de manière très précise pour pouvoir fonctionner. Cette expérience fait pour l'instant figure d'exception en matière d'eaux usées.

Phil : Et en ce qui concerne les déchets, j'ai entendu dire que beaucoup de familles en vivent...

Antonio : Vous savez, depuis la crise, les déchets sont devenus la seule ressource de beaucoup de « cartoneros » : on estime à 14 000 le nombre de familles vivant aujourd'hui de la récupération des déchets. Un programme municipal tente d'organiser ces « recuperadores » pour leur permettre de mieux valoriser leurs déchets en coopérative tout en ayant des méthodes de travail plus saines. Néanmoins, le lobby des entreprises collectrices de déchets s'oppose à ce genre d'initiative.

On estime à 14 000 le nombre de familles vivant aujourd'hui de la récupération des déchets.

Entretien avec M. Moli, consultant indépendant auprès du gouvernement argentin :

Phil : Bonjour. J'ai pu lire que l'Argentine, après un passé faste, a peu à peu contracté de nombreux problèmes sociaux et économiques et qu'aujourd'hui le pays connaît un taux de pauvreté de l'ordre de 60 %. Comment expliquez-vous cela ? Est-ce seulement le fait de la crise ?

Sr. Moli : La situation résulte de longues périodes de mauvaise gouvernance depuis les années 1980 et de la corruption généralisée dans les années 1990. La pauvreté n'est donc pas le fait de la crise, mais cette dernière a terriblement appauvri les classes pauvres et moyennes de la population, ce qui est un phénomène nouveau.

Phil : Va-t-on vers une amélioration de cette situation ?

Sr. Moli : L'Argentine se reconstruit lentement et le gouvernement actuel agit dans le sens d'un Etat plus fort et plus transparent. Les Argentins ont toujours une haute confiance dans leur président. Mais la pauvreté n'est pas toujours traitée comme il faudrait.

Phil : Qu'entendez-vous par là ?

Sr. Moli : Les programmes du gouvernement ne sont pas toujours adaptés à la situation réelle du pays. Je m'explique... Il existe un seul programme universel, au sens d'un accès équitable pour tous les habitants, et qui a été fixé au moment de la crise : le programme « Jefes y Jefas de Familia ». En échange de quelques heures de travail d'intérêt général, les chefs de famille sans emploi reçoivent 150 pesos mensuels. Cette somme leur assure ainsi un minimum de revenus, même si la somme est faible. Les autres programmes, souvent ciblés sur un secteur - l'eau potable par exemple - profitent à quelques familles, alors que le problème est d'une autre échelle : 60 % de la population de mon pays sont concernés !!!

L'Argentine a conservé des réflexes de pays développé, investissant ce qu'elle peut dans des solutions définitives de réseau.

Phil : Pourquoi ces projets ne peuvent-ils être menés à une échelle supérieure ?

Sr. Moli : D'une part, il n'y a pas suffisamment de ressources financières pour traiter un problème qui concerne plus de la moitié de mon pays. La croissance

doit d'abord se reconstruire et le gouvernement actuel s'investit dans ce sens. Mais d'autre part, ces programmes relèvent de modèles très européens : par exemple, pour vous qui vous intéressez à l'assainissement, le programme PROMEBA qui vise à l'amélioration des infrastructures de quartiers pauvres

fournit gratuitement le raccord aux réseaux de services urbains en eau, assainissement et drainage. Cette opération offre une solution définitive à ceux qui ont eu la chance d'être sélectionnés par leur municipalité, mais elle est très chère et concerne tout au plus quelques milliers de familles sur toute l'aire urbaine de Buenos Aires... Non seulement le coût est démesuré pour le nombre de ménages concernés mais surtout ces derniers sont trop pauvres pour payer le service qu'on leur fournit...

Phil : N'y a-t-il pas de recours à de systèmes de latrines ou de toilettes collectives plus adaptés aux revenus de ces ménages ?

Sr. Moli : De par sa richesse passée, l'Argentine a conservé des réflexes de pays développé, investissant ce qu'elle peut dans des solutions définitives de réseau auprès d'un nombre réduit de pauvres, même si les autres restent sans service...

Phil : Quelles sont les perspectives aujourd'hui en matière d'assainissement ?

Sr. Moli : L'assainissement liquide dépendra de la renégociation actuelle du contrat de concession du secteur eau-assainissement sur le cône urbain de Buenos Aires. L'assainissement solide manque cruellement d'un plan de gestion intégrale des déchets : le tri et la valorisation des déchets restent anecdotiques et les entreprises collectrices d'ordures ménagères sont encore rémunérées au poids des déchets transportés, ce qui ne favorise pas une diminution de la quantité produite...



Ressources électroniques :

Mairie de Buenos Aires : www.buenosaires.gov.ar

Mission Économique de l'Ambassade de France :

www.dree.org/argentine

Centro (Etudes sociales et environnementales) :

www.riadel.cl/centro

Agua Argentinas : www.aguasargentinas.com

PROMEBA : www.promeba.org.ar

IIED – America Latina : www.iied-al.org.ar

CEAMSE : www.ceamse.gov.ar

ETOSS : www.etooss.org.ar

Contacts : celia.de-lavergne@polytechnique.org ,
julien.gabert@polytechnique.org ,
www.experians.net .